

James F. Byrnes, Cartes sur table

Légende: Dans ses Mémoires, James F. Byrnes, ancien secrétaire d'État américain, se rappelle des difficiles négociations avec l'Union soviétique au sujet des réparations allemandes lors de la Conférence de Potsdam du 17 juillet 1945 au 2 août 1945.

Source: BYRNES, James F. Cartes sur table. Paris: Morgan, 1947. 617 p. p. 163-166;168-173;175-178.

Copyright: (c) Morgan

URL: http://www.cvce.eu/obj/james_f_byrnes_cartes_sur_table-fr-a8d1640f-5d52-4d14-b5bb-7bb85b9aaa76.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

James F. Byrnes, *Cartes sur table*

[...]

Nous nous étions trouvés à Potsdam dès le premier jour, en face d'un fait accompli, tout au moins en ce qui concernait le tracé de la frontière germano-polonaise. Avant Yalta, les trois Grandes Puissances avaient, d'un commun accord, décidé de partager l'Allemagne en quatre zones d'occupation et elles avaient spécifié dans le paragraphe 4 du Protocole de Yalta que la délimitation définitive de la frontière occidentale de la Pologne attendrait la Conférence de la Paix. Bien que ce protocole ne semblât permettre aucun malentendu, nous devons apprendre, avant de quitter les Etats-Unis pour l'Allemagne, que, sans avoir consulté ni la Grande-Bretagne, ni les Etats-Unis, les Soviétiques avaient confié à l'administration polonaise tous les territoires allemands se trouvant à l'est de la rivière Neisse.

Le président Truman et M. Churchill demandèrent immédiatement des explications sur cette action unilatérale qui créait, pour maintes raisons pratiques, une nouvelle zone d'occupation. Une telle procédure, expliqua le Président, non seulement était contraire aux accords, mais encore rendrait la solution des problèmes tels que celui des réparations beaucoup plus difficile.

Pour leur défense, les Soviétiques déclarèrent que les Allemands avaient fui devant les armées soviétiques et que, par conséquent, il était nécessaire d'avoir un gouvernement de quelque sorte dans cette région. C'est pourquoi ils avaient chargé la Pologne d'organiser son administration. Le généralissime Staline reconnut qu'aucune des trois Puissances n'avait le droit de créer une nouvelle zone d'occupation, mais il ajouta que les Soviétiques se devaient de faire régner l'ordre sur les arrières de l'Armée rouge. Il admit ensuite que la Pologne retirait effectivement de ces régions des quantités importantes de charbon. Nous soutînmes alors que ce charbon devait sans nul doute être considéré comme une partie du paiement des réparations.

Le président Truman demanda alors comment pourrait jamais être réglée la question des réparations «si une partie du territoire allemand disparaît avant que nous soyons parvenus à un accord au sujet des réparations».

Staline fit remarquer que l'objection du Président était sans objet, étant donné «qu'aucune frontière n'avait été fixée lors de la Conférence de Crimée et que l'on s'était alors borné à prévoir que la Pologne recevrait des territoires».

- La question de la frontière occidentale est ouverte, déclara Staline, et l'Union soviétique ne s'est pas engagée.

- Vous ne vous êtes pas engagés ? répéta le Président.

- Non, répondit Staline.

Les énormes transferts de population provoqués par cette décision des Soviétiques ne manquaient pas non plus de nous causer des inquiétudes. Bien que Staline prétendît «que pas un seul Allemand ne restait dans les territoires cédés à la Pologne», d'après les renseignements que nous avons reçus, il y avait encore au moins deux millions d'Allemands dans une région qui avant la guerre comptait une population allemande de près de neuf millions d'âmes. Plus tard, les représentants du gouvernement polonais devaient admettre la présence dans cette région d'un million cinq cent mille d'Allemands, mais en affirmant que plus de la moitié d'entre eux la quitteraient volontairement si cette région devait être rattachée à la Pologne.

Le Président de la Pologne, M. Bierut, présenta les revendications de son pays sur l'Allemagne orientale au cours d'une réunion des Ministres des Affaires étrangères, le 24 juillet. Il fit ressortir que, même en recouvrant tous les territoires revendiqués, la Pologne offrirait encore une superficie plus petite qu'avant la guerre, en raison des 180.000 kilomètres carrés qui, aux termes de l'accord de Yalta, devaient être remis à la Russie. Il affirma néanmoins que grâce à ces territoires de l'Allemagne orientale l'économie polonaise se trouverait consolidée et la population du pays deviendrait plus homogène.

M. Churchill avait souligné que ce plan appuyé par les Soviétiques retirerait à l'Allemagne de 1937 près d'un quart de ses terres arables. Non seulement le ravitaillement de l'Allemagne serait réduit, insista-t-il, mais plus d'un million d'Allemands seraient obligés de refluer vers les zones occidentales, «amenant avec eux leurs bouches à nourrir».

[...]

Notre désir de traiter le problème des réparations dans le cadre d'un plan d'ensemble d'économie générale se heurta à la dure réalité des faits. Nous avons pensé que seul le butin de guerre serait enlevé d'Allemagne par les armées d'occupation, après qu'un strict inventaire en aurait été établi. Il aurait été facile, ainsi, de tenir compte de la valeur des autres objets dans le programme des réparations qui aurait été dressé plus tard. Or, avant même que la conférence ne s'ouvrit, on nous informait que les Soviétiques enlevaient du matériel et des biens qui, en aucun cas, ne pouvaient être considérés comme butin de guerre. Certains renseignements étaient tels que nous avions de la peine à y ajouter foi. Cependant il ne put guère subsister de doute dans nos esprits après notre arrivée en Allemagne. Là, non seulement des témoins oculaires vinrent corroborer ces faits, mais nous pûmes par nous-mêmes nous rendre compte de leur exactitude.

[...]

L'on montra au secrétaire d'Etat adjoint, M. Clayton, et à M. Pauley un endroit sur la ligne de démarcation entre les zones américaine et soviétique où les Soviétiques avaient, avant que le tracé de cette ligne fût fixé, retiré les machines d'une usine qui, en fin de compte, devait rester dans notre zone, pour les transporter dans la leur, à moins de deux cents mètres de la ligne. Une fois là, ces machines furent laissées en plein air. Ils se rendirent compte également que les usines de la Société Internationale de Téléphone et de Télégraphe, à Berlin, avaient été dépouillées de presque toutes leurs machines. Ils visitèrent d'autres établissements où l'on fabriquait autrefois des instruments d'optique, de la rayonne ou de la glace et constatèrent des faits identiques.

M. Pauley avait discuté longuement de cette question avec M. Maisky. Celui-ci avait admis que la puissance occupante n'avait pas le droit d'enlever un bien sans en rendre compte aux autres Puissances, à moins qu'on ne pût le considérer comme butin de guerre, M. Maisky essaya ensuite de trouver une définition du butin de guerre de façon à comprendre dans ce terme le mobilier, les installations de salles de bain, l'argenterie, le charbon et autres équipements non militaires, mais il conclut que c'était une tâche impossible.

Finalement, le 23 juillet, à une réunion des Ministres des Affaires étrangères, je demandai à M. Molotov s'il était exact ou non que les autorités soviétiques avaient enlevé de leur zone d'occupation des quantités importantes de matériel et d'outillage, sans excepter des objets domestiques.

«Oui, c'est exact», répondit M. Molotov. Et il ajouta que si cette question m'inquiétait, il était prêt à déduire du montant des réparations qui seraient attribuées à l'U.R.S.S. un chiffre raisonnable correspondant à la valeur des prélèvements déjà effectués. Il proposa une somme de 300 millions de dollars.

Comme je formulai des objections, il répondit vivement en me proposant de réduire leurs demandes de réparations de 10 à 9 milliards de dollars et de «régler ainsi une fois pour toutes la question».

[...]

Les Etats-Unis, lui dis-je, étaient extrêmement inquiets de l'évolution du problème des réparations. Nous avons toujours été partisans d'une politique qui permettrait aux trois Puissances de traiter la question de l'économie de l'Allemagne dans son ensemble, mais nous ne voyions pas très bien comment la position adoptée par l'U.R.S.S. dans la question du butin de guerre, d'enlèvement de biens, etc., pouvait se concilier avec un plan général de réparations. Nous craignons fort, insistais-je, que «les tentatives pour liquider en pratique cette situation ne conduisent à des querelles interminables et à des désaccords entre les trois Puissances à une époque où leur unité était essentielle.» Aussi pensions-nous, étant donné les circonstances, qu'il était plus sage d'étudier la possibilité pour chaque pays de prélever le montant de ses réparations dans

sa propre zone d'occupation.

Approximativement 40 % de la valeur de «l'équipement industriel paraissant inutile à une économie de paix» furent recensés en zone d'occupation soviétique. Nous proposâmes donc que 10 % de ce même équipement se trouvant en zones occidentales fussent remis aux Soviets. Si les Soviets désiraient certains autres équipements ou matériel de la zone américaine ou britannique, ceux-ci pourraient être échangés contre des vivres ou du charbon dont la population allemande des zones occidentales avait besoin.

M. Molotov promit de soumettre cette proposition au généralissime Staline.

La veille du jour où MM. Attlee et Bevin devaient arriver, M. Molotov aborda une fois de plus cette question. Il nous reprocha de revenir sur une décision prise à Yalta en contestant le total de 20 milliards de dollars qui avait été fixé pour les réparations. J'essayai par tous les moyens de lui faire comprendre que si le président Roosevelt avait accepté ce chiffre «comme base de discussion», ce n'était pas là un engagement formel.

[...]

Nous donnâmes notre assentiment à une répartition égale entre les trois Puissances de la flotte de guerre et de commerce allemande. Depuis le début de la Conférence, les Soviets insistaient vigoureusement auprès de nous pour obtenir notre accord. M. Molotov annonça que l'Union soviétique était prête à accepter notre proposition «en principe», mais désirait cependant régler certains petits «détails». Le principal «détail» était de déterminer la quantité de matériel de la Ruhr qui serait attribuée à l'Union soviétique, et il laissa entendre qu'une somme de deux milliards de dollars de matériel lui paraissait convenir.

[...]

M. Molotov avait abandonné, pour l'instant tout au moins, son projet d'administration commune de la Ruhr, un des principaux objectifs des Soviets en Europe Occidentale. Des accords intervinrent rapidement sur une série de questions, notamment sur les principes économiques devant régir l'occupation de l'Allemagne: la convention en vue de considérer le pays comme une entité économique; l'organisation du transfert de la population allemande; enfin la révision de la procédure du Conseil de Contrôle Allié en Roumanie, en Bulgarie et en Hongrie, pour répondre, dans une certaine mesure, à quelques-unes des requêtes contenues dans notre document sur l'application des principes de la Déclaration de Yalta sur l'Europe libérée.

Nous nous mîmes d'accord pour insister auprès de nos représentants, afin que des mesures rapides fussent prises en vue du jugement des grands criminels de guerre. Il n'était pas douteux que la guerre paraîtrait moins joyeuse, si quelques-uns des hommes qui l'avaient provoquées avaient, au lieu d'une auréole autour de la tête, une corde autour du cou.

Il est intéressant de noter que le Protocole de Potsdam ne contient aucune clause prévoyant le paiement des réparations à partir de la production courante. Toutes les discussions précédentes étaient annulées par l'accord officiel de Potsdam sur les réparations. Il est inexcusable de la part de l'Union soviétique d'avoir réclamé à nouveau un an plus tard, 10 milliards de dollars de réparations à prendre sur la production courante de l'Allemagne et de continuer à employer la main-d'œuvre allemande.

[...]

Nous croyions avoir réalisé des progrès en matière d'accords au sujet de l'Allemagne, bien que nous ayons eu de bonnes raisons de craindre de voir s'écouler beaucoup de temps avant que les Soviets ne se mettent à l'œuvre pour régler le problème allemand. Nous pensions toutefois que notre accord sur les réparations nous permettrait d'éviter d'avoir à dénoncer leur action unilatérale sur les transferts de population et de propriétés qui s'effectuaient dans leur zone.

Personne, à coup sûr, ne soupçonnait que le premier traité de paix ne serait conclu qu'au bout de seize mois

de négociations à peu près ininterrompues. Nous considérons que cette conférence avait été un succès. Nous étions fermement convaincus que les accords intervenus serviraient de base à un rétablissement prochain de la stabilité européenne.

Les accords firent de la Conférence un succès, mais la violation de ces accords transforma ce succès en une faillite.

[...]